

LU POUR VOUS

L'impuissance publique-Le déclin économique français depuis Napoléon, par Benoît MAFFEI et Noël AMENC- Préface de Jean-Hervé LORENZI (Economica 2009)

Le déclin est un thème récurrent de la pensée économique. Ses auteurs sont volontiers rangés dans la catégorie sans gloire des pessimistes réactionnaires, plus lucides, pourtant que les gourous à la Stiglitz dont la vertu première est d'avoir embouché pendant huit ans la trompette de l'anti-Bush.

Les auteurs de *L'impuissance économique*, préfacée par J. H. Lorenzi, ancien des Cabinets de gauche, ne sont pas des adeptes de la pensée officielle. C'est, sans doute, la raison de cet excellent essai sur les ressorts du déclin français, c'est-à-dire d'une crise nationale, bien antérieure au séisme financier d'il y a un an.

Cet essai est l'histoire d'un long reflux qui suit le Grand siècle, celui de Louis XIV, apogée de la puissance française. Le XVIII^{ème} est celui de graves défaites et de l'effacement international de la France, après le traité de Paris (1763), suivi de la paupérisation due à la Révolution et aux guerres d'Empire, de la 2^{ème} révolution industrielle qui laisse la France, en termes de croissance, loin derrière l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis. Le déclin continue au XX^{ème} siècle, avec un lent tassement de la croissance qui passe de plus de 5 % dans la décennie soixante à moins de 1,5 %, entre 2000 et 2005.

Face à ce mouvement séculaire, les politiques économiques en réponse épuisent rapidement leurs effets : nationalisations, en 1981 qui s'avèrent un désastre coûteux, monopoles de service public, rigides et inefficaces, politiques industrielles, celles de Pompidou, par exemple, sans lendemain.

La réalité de l'économie française, c'est celle de son environnement qui frappe d'obsolescence les vieilles recettes colbertistes, chères à l'inconscient collectif national. Cet environnement, c'est celui de l'Europe que la Gauche représentée par Mitterrand a revendiqué et assumé. C'est celui de la mondialisation qui impose une baisse drastique des coûts. La France va-t-elle aggraver le déclin en s'obstinant à maintenir les vestiges de sa grandeur ? Les auteurs le pensent en soulignant que l'économie de la connaissance n'a jamais remplacé l'économie industrielle, que le rayonnement culturel n'est pas démontré dans l'enseignement supérieur et la recherche, que la politique de défense a coûté très cher aux dépens du niveau de vie des Français.

Le résultat de ce fossé entre ressources et emplois, parmi lesquels une protection sociale, sans doute, exemplaire, mais ruineuse pour les entreprises, c'est la montée des déficits et de la dette.

Où conduit ce déclin et comment l'enrayer ? Les auteurs donnent quelques pistes qui relèvent des palliatifs. D'abord l'euro, monnaie stable qui élimine l'inflation et la dévaluation, permet de financer la dette à bon compte. C'est, sans doute, pourquoi la France accepte une politique monétaire intégrée, celle de la Banque centrale européenne, mais refuse toute harmonisation budgétaire, au nom de la souveraineté. Au titre des palliatifs s'ajoute la crise financière qui permet de s'affranchir des disciplines du pacte de stabilité de l'euro. Et parce que la politique

budgétaire reste nationale,

Cf. RSHD-N°149 : « Augmenter les impôts ? »

La crise financière autorise un changement de cap pour passer d'une Europe ouverte, libérale, celle de Mitterrand, qui s'achève avec le fiasco du traité constitutionnel, à une Europe des États, jacobins et autoritaires, champions de la chasse aux « émigrés de l'intérieur » selon l'anathème de Pierre Mauroy (1981), aujourd'hui tempérée par l'entrée en force des Libéraux dans la majorité allemande...

Y a-t-il une issue à cette longue marche ? *L'impuissance publique* est déjà une réponse : « La France semble se résigner à une désindustrialisation pensée comme s'inscrivant dans l'ordre de l'évolution de l'histoire et sa mue en économie de services apaise les tensions sociales, même si cette sphère hétérogène comprend nombre d'activités de faible valeur ajoutée ».

Nicolas Sarkozy a sonné le tocsin contre cette pente fatale en soulignant qu'une économie *sans usines* était vouée à la perte. Mais, à quel prix doit être respecté l'impératif industriel ? Celui du protectionnisme ?